

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Patrice-de-Beaurivage

Code géographique : 33025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Frédéric Desjardins, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Patrice-de-Beaurivage pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-13 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Lachance Parent CPA Inc.
Par Marylène Guay, CPA auditrice, CA
MARYLÈNE GUAY, CPA AUDITRICE, CA

DATE 2015-04-09

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 665 202	1 668 138	1 688 355			1 685 196
Compensations tenant lieu de taxes	2	18 776	18 000	19 798			19 798
Quotes-parts	3						
Transferts	4	971 810	601 936	609 218		18 112	627 330
Services rendus	5	47 711	26 438	63 504		73 313	130 742
Imposition de droits	6	23 878	10 500	25 537			25 537
Amendes et pénalités	7	14 844	1 000	9 229			9 229
Intérêts	8	12 918	3 100	15 321		1 289	16 610
Autres revenus	9	28 078	10 000	100		18 444	4 214
	10	2 783 217	2 339 112	2 431 062		111 158	2 518 656
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	50 000	17 000	17 000			17 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		10 000				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	50 000	27 000	17 000			17 000
	18	2 833 217	2 366 112	2 448 062		111 158	2 535 656
Charges							
Administration générale	19	259 124	289 693	332 686	4 302	14 211	348 040
Sécurité publique	20	206 131	217 695	244 570	36 136		280 706
Transport	21	390 205	359 605	380 648	253 293		633 941
Hygiène du milieu	22	176 101	204 693	184 646	235 305	58 471	472 347
Santé et bien-être	23	4 605	4 616	5 038			5 038
Aménagement, urbanisme et développement	24	94 363	51 900	61 692		14 330	61 692
Loisirs et culture	25	101 740	81 216	94 124	14 161		108 285
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	221 779	186 672	176 273		1 109	177 382
Amortissement des immobilisations	28	540 817	527 424	543 197	(543 197)		
	29	1 994 865	1 923 514	2 022 874		88 121	2 087 431
Excédent (déficit) de l'exercice	30	838 352	442 598	425 188		23 037	448 225

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	838 352		442 598		425 188	23 037	448 225
Moins: revenus d'investissement	2	(50 000 )	(	27 000 )	(	17 000 )	(	17 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	788 352		415 598		408 188	23 037	431 225
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	540 817		527 424		543 197	12 693	555 890
Produit de cession	5						112 452	112 452
(Gain) perte sur cession	6						(4 114)	(4 114)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	540 817		527 424		543 197	121 031	664 228
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	21 638						
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11	21 638						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 000				19 900		19 900
Remboursement de la dette à long terme	17	(970 500 )	(	921 300 )	(	923 140 )	(	928 932)
	18	(966 500)		(921 300)		(903 240)	(5 792)	(909 032)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(206 428 )	(	146 418 )	(	104 941 )	(	106 837)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20							
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	(81 941)		(15 000)		(23 511)		(23 511)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 401)		139 696		130 051		130 051
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(293 770)		(21 722)		1 599	(1 896)	(297)
	26	(697 815)		(415 598)		(358 444)	113 343	(245 101)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	90 537				49 744	136 380	186 124

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	50 000	27 000		17 000		17 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(169 572)	()	()	(2 833)	(1 200)	(4 033)
Sécurité publique	3	()	()	()	(11 517)	()	(11 517)
Transport	4	(229 101)	(173 418)	()	(98 297)	()	(98 297)
Hygiène du milieu	5	(20 174)	()	()	(60 027)	(39 410)	(99 437)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(11 625)	()	()	(4 978)	()	(4 978)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(430 472)	(173 418)	()	(177 652)	(40 610)	(218 262)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(18 770)	()	()	(5 602)	()	(5 602)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	67 814				22 335	22 335
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	206 428	146 418		104 941	1 896	106 837
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	65 000			52 668	16 379	69 047
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	60 000			8 645		8 645
	18	331 428	146 418		166 254	18 275	184 529
	19	(50 000)	(27 000)		(17 000)		(17 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20						

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	838 352		442 598		425 188	23 037	448 225	
Variation des immobilisations									
Acquisition	2 (430 472)	(173 418)	(177 652)	(40 610)	218 262)
Produit de cession	3						112 452	112 452	
Amortissement	4	540 817		527 424		543 197	12 693	555 890	
(Gain) perte sur cession	5						(4 114)	(4 114)	
Réduction de valeur / Reclassement	6								
	7	110 345		354 006		365 545	80 421	445 966	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	2 868				(20 137)		(20 137)	
Variation des stocks de fournitures	9								
Variation des autres actifs non financiers	10	(3 358)				3 358		3 358	
	11	(490)				(16 779)		(16 779)	
	12	948 207		796 604		773 954	103 458	877 412	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13								
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	948 207		796 604		773 954	103 458	877 412	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(6 567 934)				(5 619 727)	21 619	(5 598 108)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					14 535		14 535	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(6 567 934)				(5 605 192)	21 619	(5 583 573)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(5 619 727)				(4 831 238)	125 077	(4 706 161)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	76 589	150 699	6 913	157 612
Placements temporaires	2	77 312	124 836	140 000	264 836
Débiteurs (note 5)	3	481 626	180 508	27 479	206 468
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	635 527	456 043	174 392	628 916
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			80	80
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	193 449	136 678	8 526	143 685
Revenus reportés (note 12)	13	65 500	45 000		45 000
Dette à long terme (note 13)	14	5 996 305	5 105 603	40 709	5 146 312
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	6 255 254	5 287 281	49 315	5 335 077
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(5 619 727)	(4 831 238)	125 077	(4 706 161)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	13 054 810	12 674 730	81 543	12 756 273
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	95 651	115 788		115 788
Stocks de fournitures	20				
Autres actifs non financiers (note 17)	21	3 358			
	22	13 153 819	12 790 518	81 543	12 872 061
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	140 858	137 934	158 341	296 275
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	144 950	159 816	7 445	167 261
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(84 717)	(56 734)	()	(56 734)
Financement des investissements en cours	26				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	7 163 567	7 718 264	40 834	7 759 098
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	7 534 092	7 959 280	206 620	8 165 900

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	838 352	425 188	23 037	448 225
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	540 817	543 197	12 693	555 890
Autres					
- Gain sur cession d'immos	3			(4 114)	(4 114)
- Recl aux propriétés pour vente	4		14 535		14 535
	5	1 379 169	982 920	31 616	1 014 536
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	31 142	301 118	(9 642)	292 995
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(294 885)	(56 771)	1 277	(57 013)
Revenus reportés	9	65 500	(20 500)		(20 500)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	2 868	(20 137)		(20 137)
Stocks de fournitures	12				
Autres actifs non financiers	13	(3 358)	3 358		3 358
	14	1 180 436	1 189 988	23 251	1 213 239
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	430 472 ) (	177 652 ) (	40 610 ) (	218 262)
Produit de cession	16			112 452	112 452
	17	(430 472)	(177 652)	71 842	(105 810)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21			2 159	2 159
	22			2 159	2 159
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	274 414	19 900	22 335	42 235
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 173 100 ) (	923 140 ) (	5 792 ) (	928 932)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(434)	(434)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	10 313	12 538		12 538
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(888 373)	(890 702)	16 109	(874 593)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(138 409)	121 634	113 361	234 995
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	292 310	153 901	33 552	187 453
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	153 901	275 535	146 913	422 448

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	208 306	215 562	227 392	13 609	241 001
Charges sociales	2	22 660	26 900	24 658	2 310	26 968
Biens et services	3	785 239	807 864	929 897	58 400	964 733
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	128 549	128 528	110 030	862	110 892
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	77 367	56 044	51 461		51 461
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	15 863	2 100	14 782	247	15 029
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	126 805	121 457	121 457		121 457
Autres	10	2 087	2 000			
Autres organismes	11	65 534	35 635			
Amortissement des immobilisations	12	540 817	527 424	543 197	12 693	555 890
Autres						
- Coût des terrains vendus	13	21 638				
-	14					
-	15					
	16	1 994 865	1 923 514	2 022 874	88 121	2 087 431

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	1 685 196	1 658 849
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 798	18 776
Quotes-parts	3		
Transferts	4	644 330	1 034 365
Services rendus	5	130 742	127 720
Imposition de droits	6	25 537	23 878
Amendes et pénalités	7	9 229	14 844
Intérêts	8	16 610	13 111
Autres revenus	9	4 214	28 078
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	2 535 656	2 919 621
Charges			
Administration générale	12	348 040	275 628
Sécurité publique	13	280 706	242 457
Transport	14	633 941	643 888
Hygiène du milieu	15	472 347	463 456
Santé et bien-être	16	5 038	4 605
Aménagement, urbanisme et développement	17	61 692	94 363
Loisirs et culture	18	108 285	114 905
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	177 382	223 564
	21	2 087 431	2 062 866
Excédent (déficit) de l'exercice	22	448 225	856 755
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	7 717 675	6 860 920
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	7 717 675	6 860 920
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	8 165 900	7 717 675

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	448 225	856 755
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(218 262)	(430 472)
Produit de cession	3	112 452	
Amortissement	4	555 890	554 057
(Gain) perte sur cession	5	(4 114)	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	445 966	123 585
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(20 137)	2 868
Variation des stocks de fournitures	9		
Variation des autres actifs non financiers	10	3 358	(3 358)
	11	(16 779)	(490)
	12	877 412	979 850
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	877 412	979 850
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(5 598 108)	(6 577 958)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	14 535	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(5 583 573)	(6 577 958)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(4 706 161)	(5 598 108)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	157 612	110 141
Placements temporaires	2	264 836	77 312
Débiteurs (note 5)	3	206 468	499 463
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		2 159
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	628 916	689 075
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	80	514
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	143 685	200 698
Revenus reportés (note 12)	13	45 000	65 500
Dette à long terme (note 13)	14	5 146 312	6 020 471
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	5 335 077	6 287 183
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(4 706 161)	(5 598 108)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	12 756 273	13 216 774
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	115 788	95 651
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		3 358
	22	12 872 061	13 315 783
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	8 165 900	7 717 675

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	448 225	856 755
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	555 890	554 057
Autres			
- Gain sur cession d'immos	3	(4 114)	
- Recl propriétés pour vente	4	14 535	
	5	1 014 536	1 410 812
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	292 995	35 795
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(57 013)	(296 023)
Revenus reportés	9	(20 500)	65 500
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(20 137)	2 868
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	3 358	(3 358)
	14	1 213 239	1 215 594
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(218 262)	(430 472)
Produit de cession	16	112 452	
	17	(105 810)	(430 472)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	2 159	3 699
	22	2 159	3 699
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	42 235	274 414
Remboursement de la dette à long terme	24	(928 932)	(1 194 592)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(434)	514
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	12 538	10 313
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(874 593)	(909 351)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	234 995	(120 530)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	187 453	307 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	422 448	187 453

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal (LRQ,c.C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Société du Parc Industriel du Moulin St-Patrice Inc. est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies du Québec, qui a pour objectif de promouvoir, favoriser et stimuler le développement économique, social, communautaire et domiciliaire sur le territoire de la municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage.

La municipalité exerce une influence notable sur la Société du Parc Industriel du Moulin St-Patrice Inc. La municipalité utilise donc la méthode de consolidation ligne par ligne intégrale pour inscrire les actifs, passifs, revenus et dépenses de l'organisme.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Beaurivage. La proportion attribuée à la Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage dans la Régie intermunicipale est de 14,89 %. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers

Les placements temporaires sont évalués au coût.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S/O

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile détaillée ci-dessous.

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10 et 20 ans

Ameublement et

équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage

et équipement: 10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

La municipalité a pourvu, par une affectation au compte Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, au déséquilibre budgétaire engendré par la non comptabilisation des intérêts courus à recevoir au 31 décembre mais dont l'encaissement se fera après le 31 mars de l'année suivante.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	124 836
Placements à long terme	3	77 312
Note		
<hr/>		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	78 675
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	715
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	83 677
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	25 274
Organismes municipaux	8	9 403
Autres		
- Droits de mutation immobilière	9	6 900
- créances diverses	10	1 824
	11	206 468
		499 463
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	28 130
Note		
Au 31 décembre 2014, la valeur comptable des comptes clients dépréciés est de 28 130 \$.		
<hr/>		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
<hr/>		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	2 159
	24	2 159
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	_____
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	_____

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
L'emprunt temporaire, non utilisé, autorisé au montant de 250 000 \$, est renégociable annuellement et les intérêts au taux préférentiel sont payables mensuellement.		
L'emprunt bancaire de l'organisme contrôlé, non utilisé, autorisé à 75 000 \$, est renégociable annuellement et les intérêts au taux préférentiel plus 5 % sont payables mensuellement.		
Les cartes de crédit bancaire de l'organisme contrôlé, au montant de 539 \$, autorisées au montant total de 9 000 \$, sont renégociables annuellement et les intérêts variant du taux préférentiel plus 5 % à 17.5 % et au taux fixe de 27.11 % sont payables mensuellement.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	83 217	117 881
Salaires et avantages sociaux	38	22 960	15 910
Dépôts et retenues de garantie	39		19 396
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42		
- INTÉRÊTS COURUS	43	37 508	47 511
-	44		
-	45		
-	46		
	47	143 685	200 698

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		8 500
Autres			
- LOCATION	50	45 000	57 000
-	51		
	52	45 000	65 500
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	3,67	2017	2027	53	5 106 609	5 979 746
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	0,00	15,10	2018	2018	60	54 254	67 814
					61	5 160 863	6 047 560
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(14 551)	(27 089)
					63	5 146 312	6 020 471

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	642 270	80	89	13 639	97	655 909
2016	65	73	663 153	81	90	13 773	98	676 926
2017	66	74	643 165	82	91	13 928	99	657 093
2018	67	75	408 201	83	92	12 914	100	421 115
2019	68	76	421 420	84	93		101	421 420
2020 et +	69	77	2 328 400	85	94		102	2 328 400
	70	78	5 106 609	86	95	54 254	103	5 160 863
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	5 106 609	88	96	54 254	105	5 160 863

Note

	2014	2013	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(3 942 725)	(4 276 084)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(763 436)	(1 322 024)
Autres	108		
	109	(4 706 161)	(5 598 108)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	3 721 707	138		165		192	3 721 707
Eaux usées	111	5 578 048	139		166		193	5 578 048
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	6 770 064	140		167		194	6 770 064
Autres	113	200 193	141	25 871	168		195	226 064
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	702 563	143	1 200	170	191 465	197	512 298
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	578 828	145	50 927	172		199	629 755
Ameublement et équipement de bureau	118	146 117	146	12 530	173		200	158 647
Machinerie, outillage et équipement divers	119	221 555	147	4 978	174		201	226 533
Terrains	120	93 440	148		175	18 287	202	75 153
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>18 012 515</u>	150	<u>95 506</u>	177	<u>209 752</u>	204	<u>17 898 269</u>
Immobilisations en cours	123	<u>25 203</u>	151	<u>122 756</u>	178	<u>14 535</u>	205	<u>133 424</u>
	124	<u>18 037 718</u>	152	<u>218 262</u>	179	<u>224 287</u>	206	<u>18 031 693</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	901 632	153	93 042	180		207	994 674
Eaux usées	126	1 105 419	154	139 451	181		208	1 244 870
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 826 921	155	250 681	182		209	2 077 602
Autres	128	107 224	156	8 694	183		210	115 918
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	322 956	158	15 086	185	101 414	212	236 628
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	235 767	160	33 788	187		214	269 555
Ameublement et équipement de bureau	133	132 023	161	6 330	188		215	138 353
Machinerie, outillage et équipement divers	134	189 002	162	8 818	189		216	197 820
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>4 820 944</u>	164	<u>555 890</u>	191	<u>101 414</u>	218	<u>5 275 420</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>13 216 774</u>					219	<u>12 756 273</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

La dépense d'amortissement des immobilisations corporelles de l'exercice est de 555 890 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

(554 057 \$ en 2013).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	59 619	39 482
Immeubles industriels municipaux	231	56 169	56 169
Autres	232		
	233	115 788	95 651
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	115 788	95 651

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236		3 358
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239		3 358

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 655 842 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la municipalité devra prévoir, pour les trois prochains exercices financiers, les sommes suivantes:

2015	245 716 \$
2016	245 716 \$
2017	164 410 \$

La municipalité s'est engagée à verser par tranche annuelle de 5 000 \$ un montant maximum de 25 000 \$ d'ici 2015 à la Fabrique de Saint-Patrice pour la réfection du stationnement de l'église.

En vertu de conventions signées avec la Société d'Habitation du Québec, la municipalité s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % aux déficits d'exploitation de l'office municipal d'habitation de Saint-Patrice-de-Beaurivage. Au cours de l'exercice, la municipalité a assumé le déficit de l'O.M.H. pour un montant de 5 038 \$ (4 605 \$ en 2013).

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Lotbinière. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La municipalité a signé une entente avec 5 autres municipalités pour la création d'une régie intermunicipale chargée de la cueillette des ordures ménagères et la cueillette sélective. Cette entente, renouvelable en 2015, prévoit que la municipalité devra assumer sa part des dépenses de la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Beaurivage.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité cautionne, en proportion de sa participation, les emprunts de la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Beaurivage.

Il est impossible d'évaluer le montant que la municipalité pourrait devoir payer en cas de défaut de cet organisme.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présenté dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	157 612		110 141
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	264 836		77 312
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	253	422 448		187 453

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 296 275	186 643
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 167 261	144 950
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (56 734 ) (	(84 717))
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 7 759 098	7 301 365
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 8 165 900	7 717 675

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Conteneurs	18 7 444	
-	19	
-	20	
	21 7 444	

Réserves financières

- Aqueduc-égouts	22 109 710	108 561
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 109 710	108 561

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 15 000	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 20 556	9 300
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Frais de financement	34 14 551	27 089
-	35	
-	36	
-	37	
	38 50 107	36 389
	39 167 261	144 950

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (8 834) ()	(18 479)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
- Transfert à pourvoir	51 () ()	(139 696)
-	52 () ()	()
	53 (8 834) ()	(121 217)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (47 900) ()	(36 500)
	56 (56 734) ()	(84 717)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () ()	()
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 12 756 273	13 216 774
Propriétés destinées à la revente	61 115 788	95 651
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 12 872 061	13 312 425
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 5 146 312	6 020 471
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 14 551	27 089
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (47 900) ()	(36 500)
	71 5 112 963	6 011 060
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 5 112 963	6 011 060
	74 7 759 098	7 301 365

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	5 120 154
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	763 436
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 356 718
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	40 709
Endettement net à long terme	16	4 397 427
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	74 717
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	4 472 144
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 472 144
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 002 739	1 011 240	1 008 081	991 954
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	172 993	174 450	174 450	172 159
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	93 827	95 470	95 470	95 220
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	1 269 559	1 281 160	1 278 001	1 259 333
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	44 884	46 196	46 196	44 958
Égout	11	45 683	47 284	47 284	45 742
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	95 412	95 668	95 668	95 332
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		4 882	4 882	
Service de la dette	18	212 600	213 165	213 165	213 484
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	398 579	407 195	407 195	399 516
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	398 579	407 195	407 195	399 516
	26	1 668 138	1 688 355	1 685 196	1 658 849

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	15 000	17 516	15 362
	35	15 000	17 516	15 362
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	15 000	17 516	15 362
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	550	623	617
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 450	1 659	2 797
Taxes d'affaires	43			
	44	3 000	2 282	3 414
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	18 000	19 798	18 776

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55	442	442	64 980
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	127 000	133 973	106 973
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	171 508	170 916	269 553
Traitement des eaux usées	69	151 714	149 718	223 254
Réseaux d'égout	70	151 714	149 719	223 254
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		10 566	7 910
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		7 546	4 645
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	450	450	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			1 422
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88	4 000	4 000	
Réseau d'électricité	89			
	90	601 936	609 218	901 991

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			50 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	17 000	17 000	17 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	17 000	17 000	17 000
				50 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			82 374
	138			82 374
TOTAL DES TRANSFERTS	139	618 936	626 218	644 330 1 034 365

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	2 000	19 641	19 641
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	2 000	19 641	19 641
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		34 757	34 048
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160		14 974	14 561
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163		684	558
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		50 415	49 167
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 000	19 641	70 056
				54 345

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	3 338	16 184	33 007	39 036
Sécurité publique	183	2 000	4 227	4 227	2 087
Transport					
Réseau routier	184	10 850	14 604	14 604	13 562
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	1 900	3 368	3 368	4 141
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	350	350	350	350
Loisirs et culture	193	6 000	5 130	5 130	14 199
Réseau d'électricité	194				
	195	24 438	43 863	60 686	73 375
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	26 438	63 504	130 742	127 720
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	500	1 305	1 305	1 505
Droits de mutation immobilière	198	10 000	24 232	24 232	22 373
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	10 500	25 537	25 537	23 878
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 000	9 229	9 229	14 844
INTÉRÊTS	203	3 100	15 321	16 610	13 111
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			4 114	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	10 000	100	100	28 078
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211	10 000			
	212	20 000	100	4 214	28 078

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	61 989	52 652		52 652	52 652	55 811
Application de la loi	2	1 812	3 879		3 879	3 879	4 377
Gestion financière et administrative	3	155 900	163 741	4 302	168 043	179 095	160 518
Greffe	4						7 834
Évaluation	5	29 296	29 296		29 296	29 296	30 005
Gestion du personnel	6		3 844		3 844	3 844	804
Autres	7	40 696	79 274		79 274	79 274	16 279
	8	289 693	332 686	4 302	336 988	348 040	275 628
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	123 929	128 940		128 940	128 940	118 235
Sécurité incendie	10	91 766	115 630	36 136	151 766	151 766	124 222
Sécurité civile	11	2 000					
Autres	12						
	13	217 695	244 570	36 136	280 706	280 706	242 457
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	127 433	147 864	253 293	401 157	401 157	399 570
Enlèvement de la neige	15	220 022	220 077		220 077	220 077	233 311
Éclairage des rues	16	7 455	8 191		8 191	8 191	7 758
Circulation et stationnement	17	1 603	1 424		1 424	1 424	272
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 092	3 092		3 092	3 092	2 977
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	359 605	380 648	253 293	633 941	633 941	643 888

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 000	2 413	395	2 808	1 506
Réseau de distribution de l'eau potable	24	58 740	50 506	95 147	145 653	143 545
Traitement des eaux usées	25	61 626	56 915	49 761	106 676	94 247
Réseaux d'égout	26	1 493	562	90 002	90 564	91 552
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	29 623	30 400		66 087	66 828
Élimination	28	35 728	28 472		28 472	32 323
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	14 983	14 868		31 577	32 841
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	1 500	322		322	614
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37		188		188	188
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	204 693	184 646	235 305	419 951	463 456
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 616	5 038		5 038	4 605
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	4 616	5 038		5 038	4 605
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	26 285	19 390		19 390	31 465
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	25 615	27 972		27 972	21 260
Tourisme	49					
Autres	50		14 330		14 330	20 000
Autres	51					21 638
	52	51 900	61 692		61 692	94 363

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	19 355	15 936	4 131	20 067	28 808
Patinoires intérieures et extérieures	54	14 087	19 118		19 118	13 869
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	24 332	29 281	7 208	36 489	19 457
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	4 000	5 042		5 042	29 451
	60	61 774	69 377	11 339	80 716	91 585
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	14 442	19 747	2 822	22 569	18 320
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	5 000	5 000		5 000	5 000
	66	19 442	24 747	2 822	27 569	23 320
	67	81 216	94 124	14 161	108 285	114 905
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	184 572	161 491		161 491	206 908
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	2 100	14 782		14 782	16 656
	73	186 672	176 273		176 273	223 564
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	527 424	543 197	(543 197)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Lochance Parent CPA Inc.
Par Marylène Guay, CPA auditrice, CA
MARYLÈNE GUAY, CPA AUDITRICE, CA

DATE 2015-04-09

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 688 355
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 1 688 355

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	1 688 355
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>1 688 355</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	4 882	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>4 882</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>1 683 473</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>126 007 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>126 284 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>126 145 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 683 473</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>126 145 650</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 3 | 3 | 4 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	30 701	30 701	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	19 629	19 629	20 174
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	121 118	72 426	229 101
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	34 000		11 625
Autres infrastructures	11	25 871	25 871	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	7 100	1 200	155 630
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	11 200	11 517	50 927
Ameublement et équipement de bureau	18		12 530	13 942
Machinerie, outillage et équipement divers	19		4 978	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	173 418	177 652	430 472

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			20 174
Autres infrastructures	27	25 871	25 871	240 726
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28	30 701	30 701	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	19 629	19 629	
Autres infrastructures	32	72 426	72 426	
Autres immobilisations	33	29 025	69 635	169 572
	34		177 652	430 472

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 979 746	42 235	915 372	5 106 609
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	67 814		13 560	54 254
	7	6 047 560	42 235	928 932	5 160 863
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 623 043		182 857	2 440 186
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 102 493	42 235	187 487	1 957 241
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 725 536	42 235	370 344	4 397 427
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 322 024		558 588	763 436
Autres	23				
	24				
	25	1 322 024		558 588	763 436
	26	6 047 560	42 235	928 932	5 160 863
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	6 047 560	42 235	928 932	5 160 863

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	1 562	1 281	1 395
Évaluation	2	29 296	29 296	30 005
Autres	3	21 072	27 163	28 293
Sécurité publique				
Police	4		129	272
Sécurité incendie	5	6 842	6 842	6 666
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	916	916	917
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	36 335	29 179	32 977
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 083	4 525	3 938
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 717	18 717	18 843
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	351	1 126	339
Activités culturelles	23	2 283	2 283	3 160
Réseau d'électricité				
	24			
	25	121 457	121 457	126 805

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	2,00	40,00	***	***	***
Cols bleus	4	1,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	16,00	10,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	20,00		***	***	***
Élus	9	7,00		43 498	1 919	45 417
	10	27,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	170 916			170 916
Traitement des eaux usées	14	149 718			149 718
Réseaux d'égout	15	149 719			149 719
Autres	16	138 865	17 000		155 865
	17	609 218	17 000		626 218

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	3 879	27		53	3 879	79		105	3 879	131
Évaluation	2	29 296	28		54	29 296	80		106	29 296	132
Autres	3	299 511	29	4 302	55	303 813	81	16 184	107	287 629	133
	4	332 686	30	4 302	56	336 988	82	16 184	108	320 804	134
Sécurité publique											
Police	5	128 940	31		57	128 940	83		109	128 940	135
Sécurité incendie	6	115 630	32	36 136	58	151 766	84	23 868	110	127 898	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	244 570	35	36 136	61	280 706	87	23 868	113	256 838	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	147 864	36	253 293	62	401 157	88	14 604	114	386 553	140
Enlèvement de la neige	11	220 077	37		63	220 077	89		115	220 077	141
Autres	12	9 615	38		64	9 615	90		116	9 615	142
Transport collectif	13	3 092	39		65	3 092	91		117	3 092	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	380 648	41	253 293	67	633 941	93	14 604	119	619 337	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 413	42	395	68	2 808	94		120	2 808	146
Traitement des eaux usées	17	50 506	43	95 147	69	145 653	95		121	145 653	147
Réseaux d'égout	18	56 915	44	49 761	70	106 676	96		122	106 676	148
Autres	19	562	45	90 002	71	90 564	97		123	90 564	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	58 872	46		72	58 872	98	3 368	124	55 504	150
Matières recyclables	21	15 190	47		73	15 190	99		125	15 190	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	188	49		75	188	101		127	188	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	184 646	52	235 305	78	419 951	104	3 368	130	416 583	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	5 038	172	187	5 038	202	217	5 038	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	5 038	175	190	5 038	205	220	5 038	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	19 390	176	191	19 390	206	350 221	19 040	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	42 302	178	193	42 302	208	223	42 302	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	61 692	180	195	61 692	210	350 225	61 342	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	69 377	181	11 339 196	80 716	211	5 130 226	75 586	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	19 747	182	2 822 197	22 569	212	227	22 569	242		
Autres	168	5 000	183	198	5 000	213	228	5 000	243		
	169	94 124	184	14 161 199	108 285	214	5 130 229	103 155	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	1 303 404	186	543 197 201	1 846 601	216	63 504 231	1 783 097	246	176 273	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	177 652	430 472
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	177 652	430 472

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	140 858	115 321
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	140 858	115 321
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	49 744	90 537
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(52 668)	(65 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 924)	25 537
Solde à la fin de l'exercice	12	137 934	140 858
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	144 950	123 009
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	144 950	123 009
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	23 511	81 941
Activités d'investissement	27	(8 645)	(60 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	14 866	21 941
Solde à la fin de l'exercice	31	159 816	144 950

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (84 717)	(75 816)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (84 717)	(75 816)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (19 900)	(4 000)
	47 (19 900)	(4 000)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 (130 051)	5 401
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 8 500	7 500
	50 (121 551)	12 901
Solde à la fin de l'exercice	51 (56 734)	(84 717)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 7 163 567	6 381 594
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 7 163 567	6 381 594
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 554 697	781 973
Solde à la fin de l'exercice	67 7 718 264	7 163 567

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	15 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>15 000</u>
Diminution	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>15 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 9 300	2	3 19 900	4	5 8 645	6	7 20 555
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 9 300	16	17 19 900	18	19 8 645	20	21 20 555

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 7 | 9 | 9 | 9 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 1 | 3 | 8 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 5 9 , 0 0 \$
Égout	2	1 6 9 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 4 1 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 150-2002	747,2800	4	PAR UNITÉ
Règlement St-David Petit-Lac urbain	,0702	1	
Règlement St-David Petit-Lac rural	,0786	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	467 213 \$	_____
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 486, rue Principale, bureau 100
(no) (rue)
Saint-Patrice-de-Beaurivage (Québec) G0S 1B0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 596-2362
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 596-2430
(ind. rég.) (numéro)

Courriel st.patrice@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Frédéric Desjardins

Téléphone (418) 596-2362
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 596-2430
(ind. rég.) (numéro)

Courriel st.patrice@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lachance Parent CPA Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1741, rue St-Georges
(no) (rue)
St-Bernard (Québec) G0S 2G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 475-6637
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 475-4531
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lp@lachanceparent.ca

Responsable du dossier Marylène Guay, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Frédéric Desjardins , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Patrice-de-Beaurivage pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Patrice-de-Beaurivage consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Patrice-de-Beaurivage détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 448 225 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,3345 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-06 19:37:18

Date de transmission au Ministère :